

Réuni.e.s en congrès, les communistes de la section ont, après débats, voté sur la résolution suivante :

Sur l'analyse des causes de l'affaiblissement du Parti

1. La base commune de discussion soumise au débat des communistes fonde son analyse des causes de l'affaiblissement de notre Parti sur un fait erroné.
Il est faux en effet de dire que notre « effacement » serait liée au fait que nous n'aurions pas présenté de candidat à l'élection présidentielle en 2012 et 2017, alors que notre affaiblissement (en nombre d'adhérent.e.s, et d'élu.e.s comme en voix dans toutes les élections) date de près de 40 ans. Et il s'est poursuivi aussi bien dans les 5 cas où nous avons présenté un.e candidat.e à l'élection présidentielle (1981, 1988, 1995, 2002, 2007) que dans les 2 où nous ne l'avons pas fait. Dans ces conditions, toute l'orientation qui en découle se trouve elle-même faussée.
2. Parallèlement, la base commune fait silence sur la crise mondiale qui affecte l'ensemble du mouvement communiste, entraînant la disparition de nombreux partis communistes, et conduisant au retour du capitalisme – souvent le plus débridé – dans des pays qui se réclamaient du communisme, comme en Russie et en Chine. Dès lors, elle passe à côté d'une dimension fondamentale des problèmes auxquels nous sommes confrontés – la nécessité d'une nouvelle conception du communisme – et s'interdit par conséquent d'y apporter des réponses.
3. L'analyse du « bilan », limitée aux dix dernières années, fait une relation gravement tronquée de la période du Front de gauche. Elle ignore complètement le fait que celui-ci a rendu possible une dynamique réelle et importante qui a permis notamment en 2017, pour la première fois depuis 1969, que le candidat que nous soutenions au premier tour fasse près de 20%. Où en serait notre pays sans cela et si nous nous retrouvions, comme en Italie, dans la situation d'une gauche complètement dévastée ?
La base commune ignore également que cette période a été marquée par un courant d'adhésions significatif, et que l'espoir qu'a su créer le Front de gauche a permis à notre Parti de nouer de nombreux liens de proximité avec des femmes, des hommes et des associations, liens qui se défont malheureusement depuis que le Front de gauche a disparu.
Ce « bilan » devient purement et simplement mensonger lorsqu'il affirme que la décision du 37^{ème} congrès aurait été « d'engager une candidate ou un candidat communiste à l'élection présidentielle » alors que la décision du congrès était en réalité *de présenter ou de soutenir* une candidature. Et il « oublie » de dire que, si la conférence nationale avait opté pour une candidature communiste, ce sont les communistes, au suffrage universel, qui ont décidé de soutenir celle de J.L. Mélenchon.
Cette analyse du « bilan » est donc faussée et inefficace.

Au total, l'analyse des causes réelles de notre affaiblissement n'est pas faite, ou l'est de façon faussée ou biaisée. Le texte passe donc complètement à côté de la nécessité de pousser jusqu'au bout les avancées que nous avons accomplies durant les dernières décennies. Et il propose au contraire un retour en arrière sur un ensemble de questions cruciales.

Sur les chantiers du communisme

Tout le texte de la « base commune » est marqué par une conceptions ancienne qui fait du parti d'avant garde le guide du mouvement de transformation sociale. L'une des conséquences est que, accordant la première importance aux questions économiques, il passe à côté des spécificités de notre époque et minimise gravement d'autres champs de luttes tout aussi essentielles. Ainsi notamment :

- Il sous-estime de façon très dangereuse l'enjeu écologique, qui n'est présent que marginalement alors qu'il s'agit de façon évidente d'une question de vie ou de mort pour

l'espèce humaine. Ainsi passe-t-il notamment à côté de l'impérieuse nécessité non seulement de produire autrement, en sortant du productivisme, mais aussi de changer notre rapport à la consommation. Pas un mot non plus sur les grands projets inutiles comme Notre-Dame-Des-Landes.

- De même, le texte continue de donner une place secondaire à des luttes qui prennent portant une importance et une dimension mondiales comme les luttes féministes, ou celles pour les migrants à propos desquelles n'est même pas mentionnée l'exigence du respect des droits de circulation et d'installation pourtant affirmée par les traités internationaux.
- La question cruciale de la démocratie n'est elle aussi abordée que de façon superficielle, sans même que l'exigence d'une 6^{ème} République soit énoncée.

Sur le plan économique, le texte ne fait que reprendre des propositions que nous faisons depuis des années, voire des décennies, et qui n'ont manifestement pas réussi à convaincre.

Notamment, il met une fois encore en avant la proposition de « Sécurité emploi formation » sans faire objectivement le bilan de nos efforts en la matière. De même n'explore-t-il que très superficiellement la question de nouvelles formes d'appropriation sociale des moyens de production.

Sur l'Europe, 25 ans après le traité de Maastricht, et à quelques mois d'élections européennes cruciales, le texte déclare de façon stupéfiante ne pas pouvoir choisir, en raison de désaccords entre ses rédacteurs, entre le maintien dans l'Union européenne et la sortie. Il s'agit là d'une position irresponsable.

Sur le plan international, le texte avance l'insupportable proposition de « nouvelle alliance » avec des pays comme la Chine (pays présenté positivement, mais sans analyse, comme « dirigé par un parti communiste se réclamant du marxisme »), la Turquie (pilier de l'OTAN, menant une guerre atroce contre nos courageux ami.e.s kurdes), la Russie (où le développement du capitalisme est un des plus sauvages), et tout cela sans analyser la façon dont ces pays pratiquent une politique de puissance visant à une hégémonie au moins régionale.

Sur la stratégie

Le texte est marqué là aussi par la conception du parti d'avant-garde et propose un rassemblement autour de nous et de nos idées. Cela le conduit notamment à proposer pour les européennes une liste conduite par un communiste alors d'une part que la gauche est plus morcelée que jamais, et que notre influence politique est très faible, rendant dans ces conditions un rassemblement derrière notre tête de liste absolument irréaliste. Dans les faits, cela se traduirait non seulement par une dispersion plus grande encore des forces de transformation sociale, mais aussi par l'absence de tout élu.e communiste.

Quant aux élections municipales qui seront pour nous essentielles, le texte n'en dit rien du tout.

Sur le Parti

Le texte aurait pu être écrit quasiment de la même façon voici trente ou quarante ans. Il maintient la structure verticale et centralisée du parti d'avant-garde, et le rôle d'exécutant des communistes.

Pour cet ensemble de raisons, nous considérons que, même tel qu'amendé par la section, le texte garde un sens général et une cohérence interne caractérisés par un grand retour en arrière vers des conceptions dépassées, et que sa mise en œuvre, loin de permettre de combattre notre affaiblissement, l'aggraverait considérablement. Nous décidons donc de rejeter la base commune. Nous demandons une réécriture d'ampleur du texte, permettant de rassembler les communistes.